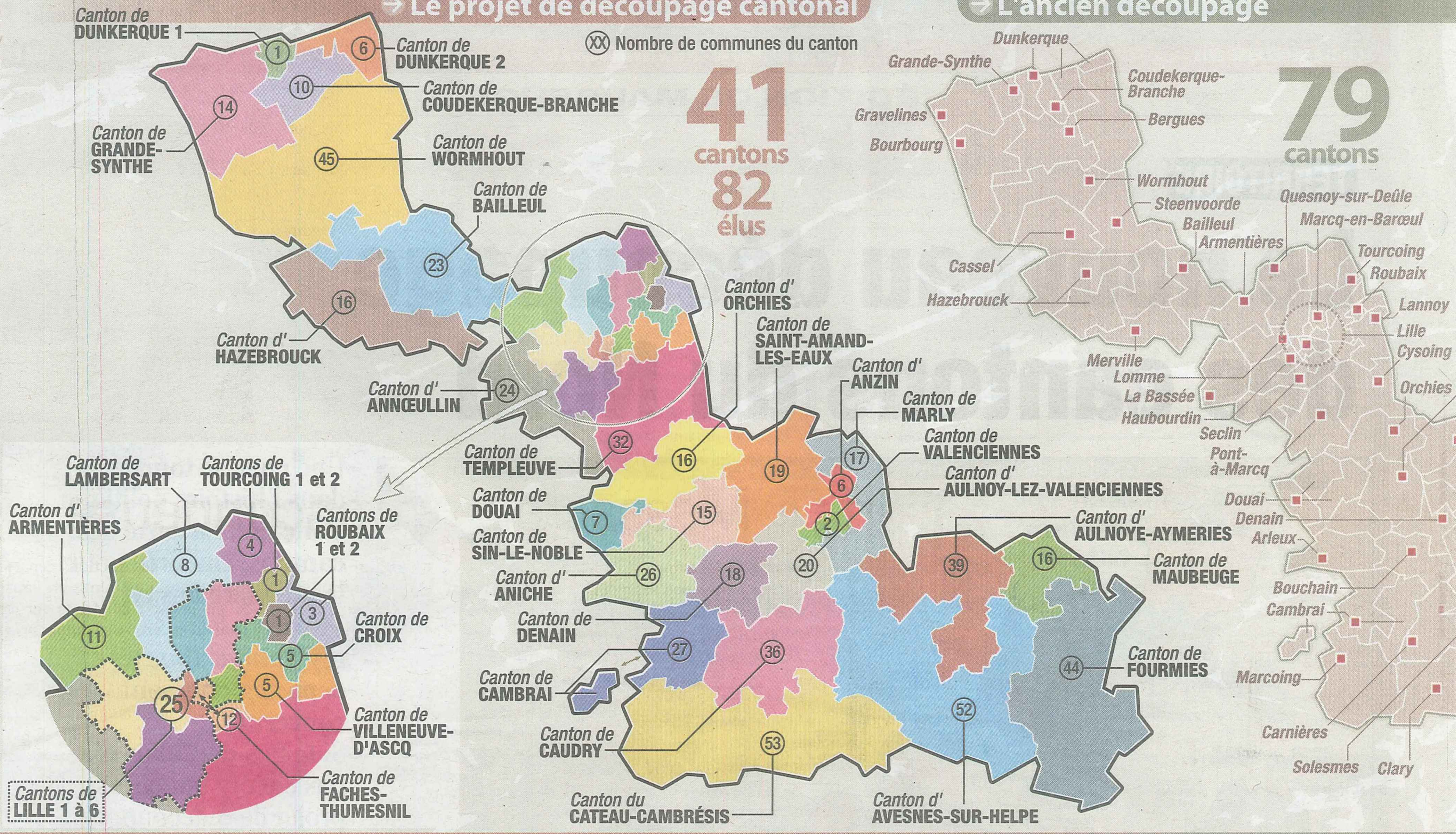


Le Nord va passer de 79 à

→ Le projet de découpage cantonal

→ L'ancien découpage



LES CLÉS

1. L'actualité
Le préfet du Nord présentera le 19 décembre le projet de redécoupage cantonal du département. Le Nord, qui compte actuellement 79 cantons, n'en aura plus de 41. Dans chaque canton, on élira un homme et une femme. Un projet du même type n'est pas encore bouclé pour le Pas-de-Calais.

2. Le débat
Comme tout projet de redécoupage, celui-ci comporte ses partisans et ses détracteurs. Dans le Nord, le PS le défend, le PCF est très réservé. L'opposition (UMP-UDI-DVD) annonce qu'elle présentera plusieurs recours devant le Conseil d'État. Les prochaines élections cantonales sont programmées en mars 2015.

3. Villes et campagnes
Pour limiter les inégalités démographiques, la nouvelle carte cantonale réduit l'influence des zones rurales et prend en compte l'importance de l'urbanisation depuis un siècle.

Une page se tourne dans l'histoire politique française. La carte des cantons, élaborée pour la première fois en 1801, va faire sa révolution. Tous les départements sont concernés. Le Nord passe de 79 à 41 cantons mais dans chacun d'entre eux, parité oblige, on élira un homme et une femme. Explications...

PAR DOMINIQUE SERRA
region@lavoixdunord.fr
INFOGRAPHIE GIEM

Le préfet du Nord présentera aux actuels conseillers généraux le projet de redécoupage jeudi 19 (le même exercice aura lieu dans le Pas-de-Calais dans quelques semaines). La réforme ne fait pas l'unanimité.

► **Démographie d'abord.** La carte cantonale a plus de deux siècles. Aménagée à plusieurs reprises, elle a vu se creuser les inégalités démographiques sous l'œil désapprobateur du Conseil constitutionnel. Dans le Nord, entre le canton le plus peuplé (Lille Ouest,

66 187 habitants) et le moins peuplé (Avesnes Nord, 9 146 habitants) le rapport dépasse un à sept. Pour rétablir un certain équilibre, la loi impose désormais une « fourchette » de plus ou moins 20 % par rapport à un canton moyen. Dans le Nord, tous les cantons doivent être compris entre 50 278 et 75 418 habitants. Dans les faits, le moins peuplé, Le Cateau, en a 50 488, le plus peuplé, celui d'Annoëullin, 74 406

► **Parité ensuite.** Autre objectif de la réforme : garantir la parité. La loi réduit pratiquement de moitié le nombre des cantons (on passe de 79 à 41) mais dans chaque nouveau canton agrandi, on élit deux personnes, un homme et une femme. Jusqu'à présent, les conseils généraux sont restés des assemblées très masculines. Pour le Nord, dans l'actuel hémicycle siègent 66 hommes et 13 femmes. Le prochain comportera 82 élus, 41 représentants de chaque sexe.

► **Arrondissements perdants et gagnants.** Entre les secteurs ru-

raux qui se dépeuplent et les zones urbaines qui montent en puissance, le redécoupage cantonal n'est pas neutre. L'Avesnois est le plus impacté en tombant de 12 à 4 cantons. Le Cambrésis passe de 7 à 3 cantons, le Douaisis de 7 à 4, le Dunkerquois de 16 à 7, le Valenciennois de 9 à 6, l'arrondissement de Lille de 28 à 17. Le nombre de cantons diminue partout mais le nombre d'élus (avec la double candidature associant un homme et une femme) augmente pour le Douaisis (+ 1), le Valenciennois (+ 3) et la métropole lilloise (+ 6) alors qu'il chute pour l'Avesnois (- 4), les arrondissements de Dunkerque (- 2), et de Cambrai (- 1).

► **Anciens et nouveaux chefs-lieux.** L'appellation « chef-lieu de canton » est conservée... mais change souvent de localisation.

L'appellation « chef-lieu de canton » est conservée... mais change souvent de localisation.

Vingt et une communes conservent leur titre de « chef-lieu de canton », vingt-neuf le perdent (dont Seclin, La Bassée, Marcq-en-Barœul, Bergues, Cassel, Gravelines, Bavay, Hautmont, Marchiennes, Arleux, Marchiennes, Solesmes...) et douze l'obtiennent (dont Croix, Lambertsart, Marly, Aulnoye-Aymeries, Fourmies, Sin-le-Noble, Caudry...).

► **Des villes moins découpées.** Plusieurs communes, auparavant « à cheval » sur plusieurs cantons, n'en font plus qu'un. C'est le cas d'Avesnes, Bailleul, Cambrai, Douai, Le Quesnoy, Maubeuge, Saint-Amand, Valenciennes, Villeneuve-d'Ascq. Seules quelques grandes villes (Dunkerque, Lille, Roubaix et Tourcoing) dont la population dépasse celle du canton moyen, sont découpées.

► **Un calendrier serré.** Le préfet présente le projet de découpage cantonal aux conseillers généraux le 19. Cette présentation sera suivie le jour même d'un débat puis d'un vote. Ce scrutin n'a tou-

41 cantons



La loi oblige à ce que le nouveau découpage soit connu un an au moins avant les prochaines cantonales.

tefois qu'un rôle consultatif. Le projet de découpage, assorti des remarques des différents groupes politiques, est transmis au Conseil d'État. Après avis et éventuelles recommandations du Conseil d'État, le ministère de l'Intérieur publie ensuite, pour chaque département un décret entérinant le nouveau découpage.

La loi oblige à ce que le nouveau découpage soit connu un an au moins avant les prochaines cantonales programmées en mars 2015. Le 28 février 2014 fait donc figure de date butoir. Mais les opposants disposeront d'un délai de deux mois pour contester les décrets devant le Conseil d'État. Un long feuilleton débute... ■

P. Kanner : « On respecte les bassins de vie »

Le président du conseil général défend le projet gouvernemental.

– Que pensez-vous du redécoupage ?

« Je ne parle pas de redécoupage mais de nouvelle carte cantonale. Il faut se souvenir que Nicolas Sarkozy et François Fillon avaient supprimé en 2010 les conseillers généraux et les conseillers régionaux pour créer le conseiller territorial. Nous avons rétabli les deux échelons. Il fallait élaborer une nouvelle carte cantonale pour corriger les inégalités démographiques. La voix d'un électeur comptait sept fois moins à Lambersart qu'à Avesnes. Trente-cinq cantons nordistes n'avaient pas évolué depuis 1801 ! L'ancien dé-

coupage n'était plus du tout pertinent. »

– L'opposition parle de charcutage...

« C'est l'arroseur arrosé pour une fois qu'elle ne tient pas les ciseaux ! La nouvelle carte respecte les arrondissements et les bassins de vie. Elle limite le découpage des villes. L'arrondissement de Lille comportera 17 cantons, il aurait pu en obtenir 21 en diminuant encore le poids des secteurs ruraux. Nous sommes arrivés à un bon compromis. Le mode de scrutin conserve l'ancrage territorial et surtout, il garantit la parité en faisant élire dans chaque canton un homme et une femme. En France, seuls 13 % des conseillers

généralistes sont des femmes et dans 14 départements aujourd'hui, aucune femme n'est conseillère générale. Il fallait corriger cela. »

– Le tandem élu dans chaque canton favorise-t-il des alliances politiques ?

« Chaque bulletin de vote comportera quatre noms, deux titulaires et deux suppléants, deux hommes et deux femmes. La formule permet des alliances politiques mais on n'en est pas encore là. On s'éloigne des préoccupations du grand public. Ce qui intéresse le citoyen, c'est la qualité des actions du conseil général qui doit agir dans la proximité et garantir l'équité territoriale. » ■



Patrick Kanner.
PHOTO PASCAL BONNIÈRE

J.-R. Lecerf : « Massacre à la tronçonneuse »



Jean-René Lecerf.
PHOTO PIB

Leader de l'opposition, Jean-René Lecerf ne mâche pas ses mots.

– Que pensez-vous du projet de redécoupage ?

« C'est massacre à la tronçonneuse, un dépeçage. Le projet ne respecte pas les intercommunalités ni le critère de cohérence territoriale. Il mélange des agglomérations qui n'ont rien à voir entre elles. Quelques exemples : les cantons lillois sont globalement découpés pour faire réélire les sortants, Caudry devient le chef-lieu d'un canton qui n'était pas le sien auparavant, Hautmont qui est en Sambre se retrouve avec l'Avesnois dans un canton en pince de crabe pour réserver un canton

d'Aulnoye-Aymeries au PC, Templeuve et Lesquin se retrouvent dans le même canton, en Flandre on stocke le maximum de voix de droite dans l'immense canton de Wormhout pour sauver autour le maximum d'élus de gauche. C'est la stratégie de l'oasis ! »

– Allez-vous contester ce projet ?

« Nous allons déposer des recours. Il y aura des dizaines de recours dans l'ensemble des départements. Le Conseil d'État va être confronté à une montagne de recours. Compte tenu des délais pour les examiner, je ne pense pas qu'il pourra se prononcer dans les temps. Si le Conseil d'État annule le découpage dans un seul département, c'est le calendrier

d'ensemble des élections départementales qui est remis en cause. Je ne pense pas que le scrutin pourra se dérouler comme prévu en mars 2015. Je parierai plutôt sur un report en mars 2016. »

– Ce redécoupage complique-t-il une éventuelle alternance dans le Nord ?

« C'est un découpage qui interdit pratiquement l'alternance, sauf tsunami politique très défavorable à la gauche. On n'est jamais à l'abri d'un mouvement de fond, on a coutume de dire qu'un découpage ne garantit pas une élection mais si l'on votait dimanche prochain, l'opposition se contenterait de 13 cantons et la gauche en obtiendrait 28. » ■

C. Beauchamp : « Moins de proximité »

Président du groupe communiste, Charles Beauchamp est très réservé sur le redécoupage.

– Que pensez-vous du projet ?

« Le Nord est le premier département de France, à la fois très urbain et très rural. L'ancienne carte des cantons présentait une forte représentation du monde rural. Le nouveau découpage va fortement diminuer ce poids qui garantissait une meilleure équité territoriale. Pour des raisons démographiques et politiques, c'est un découpage qui va accentuer la montée en puissance des métropoles et la concurrence entre les grandes agglomérations. Je pense qu'on va assister à un appauvrissement de l'influence des terri-

toires ruraux. »

– Mais il y aura deux élus par canton et la parité...

« La parité est mise en avant mais il y avait d'autres solutions pour y arriver. Nous sommes partisans d'un scrutin proportionnel paritaire avec des listes d'arrondissement. Avec les nouveaux cantons sur des territoires plus vastes, on va perdre un lien de proximité entre l' élu local et le citoyen. Je me demande si la population va s'y retrouver, notamment en zone rurale. »

Le projet de mode de scrutin fera reculer le pluralisme. En effet, là où les électeurs d'un territoire élisaient des conseillers généraux d'opinion politiques différentes,

demain, il y aura deux élus de la même sensibilité politique. »

– Ne peut-on pas imaginer des « tickets » sous forme d'alliance entre candidats socialistes et communistes par exemple ?

« Nous n'en sommes pas là ! Des "tickets", ça se fait sur la base d'un accord politique. La vraie question consiste à savoir si la future assemblée départementale aura les moyens de répondre aux besoins de la population en période de crise. Les gens n'ont pas en tête le redécoupage mais l'emploi et le pouvoir d'achat. Quant aux communes menacées et asphyxiées financièrement, elles ont besoin de plus de solidarité, de coopération et d'un lien fort avec le conseil général. » ■



Charles Beauchamp.
PHOTO ÉDOUARD BRIDE